

## Reculer les limites écologiques de la croissance ... ou celles du déni ?

*À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance ». L' [Atécopol](#) et [Enseignant-es pour la planète](#) analysent ce sujet du bac SES, qui montre l'inadéquation de l'enseignement des crises environnementales, et les biais de programmes empêchant de penser la sobriété et la sortie d'un modèle croissantiste et productiviste.*

Le 12 mai dernier, certains sujets proposés au baccalauréat aux élèves de Terminale ayant suivi la spécialité Sciences économiques et sociales (SES) ont [fait polémique](#) et ont été dénoncés, à juste titre, comme [légitimant l'idéologie capitaliste néolibérale](#) et les approches productivistes. En particulier, l'une des questions était formulée ainsi : « *À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance* ».

Le même jour, les médias annonçaient que la vague de chaleur que connaît l'Inde et le Pakistan était si forte dans certaines régions que les [oiseaux tombaient littéralement en plein vol](#), que la France [traversait une sécheresse](#) marquée et que la Californie affrontait déjà ces [grands incendies](#) désormais si fréquents. Ces phénomènes ont un point en commun : ils sont causés et/ou aggravés par le dérèglement climatique, directement lié aux émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, comment ne pas s'émouvoir d'un tel sujet ? Comment peut-on demander à de jeunes lycéen·es, qui devront payer durant leur vie d'adulte pour l'inaction de leurs aîné·es en capacité d'agir, de minimiser les problèmes qu'ils et elles auront à affronter et justifier ainsi cette même inaction ? Car la question posée invite, sans possibilité de réfutation, à considérer qu'il sera non seulement possible de « *repousser les limites écologiques* » grâce aux nouvelles technologies, mais en plus de continuer à faire croître la production et le PIB. Or le dernier rapport du groupe 3 du GIEC indique au contraire que le découplage entre la croissance du PIB et les émissions de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire la possibilité de croître économiquement en maintenant le niveau des émissions stable, voire en les diminuant, n'est pas observé au niveau mondial, et ne l'est que dans un petit nombre de pays. La croissance verte apparaît de fait comme une stratégie trompeuse, « [reposant en partie sur la foi](#) », dans la mesure où il n'existe [pas de preuve empirique de l'existence d'un découplage suffisamment important pour faire face aux enjeux environnementaux, et qu'il semble peu probable qu'un tel découplage se produise à l'avenir](#)<sup>[1]</sup>.

Face aux critiques qui se sont élevées sur les réseaux sociaux à la lecture de ce sujet, des collègues de SES ont souligné que la polémique n'avait pas lieu d'être, qu'il s'agissait du programme en vigueur pour les élèves de Terminale suivant cette spécialité. Cette réponse souligne à quel point le problème est plus large : il ne s'agit pas d'un sujet isolé, mais de la façon même dont les élèves sont formé·es à penser les enjeux environnementaux à l'aune des sciences économiques et sociales. Plutôt que de se réfugier derrière un programme problématique, il aurait fallu le dénoncer.

C'est ce qu'a fait, dès 2019, l'Association des professeurs de SES (APSES) appelant dans un communiqué à une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dans les programmes. Si elle se réjouissait de l'introduction d'un nouveau chapitre sur les politiques environnementales en Terminale, elle rappelait avoir dénoncé la suppression de la référence à la taxe carbone dans les programmes de Seconde et Première. Elle dénonçait également le fait que le chapitre sur le commerce international fasse « *l'impasse sur les effets environnementaux de l'internationalisation*

*des flux commerciaux et des processus productifs, alors qu'il s'agit d'une des causes majeures du réchauffement climatique, de la disparition d'espèces et de ressources rares* ». Enfin, elle abordait le chapitre sur la croissance économique<sup>[iii]</sup>, dont a été tiré le sujet au baccalauréat. L'APSES rappelait en particulier que l'innovation y est « *présentée comme la seule véritable solution à la crise climatique et environnementale actuelle, alors même que cette affirmation fait fortement débat dans la communauté scientifique* ». De même, elle s'inquiétait du fait que la croissance économique soit présentée comme indéniablement compatible avec la préservation de l'environnement quand bien même cette idée est très contestée dans la littérature académique.

Que disent précisément les programmes ? Le chapitre en question porte sur la question suivante « *quels sont les sources et défis de la croissance économique ?* ». Une sous-partie a pour objectif de montrer qu'une « croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites ». Dans les [fiches](#) mises en ligne sur le site du ministère, des précisions sont données. Il est notamment indiqué que « les émissions de gaz à effet de serre, liées à l'activité économique, font peser un risque climatique et par voie de conséquence une menace sur la croissance économique à venir en cas de réalisation de ce risque. Afin de permettre à la croissance de devenir soutenable, les innovations seront déterminantes pour assurer une transition énergétique (moteurs électriques ou à hydrogène pour les voitures, amélioration de l'efficacité de la production d'énergie solaire<sup>[iiii]</sup>...). (...) La réponse à apporter à ces externalités environnementales de la croissance passe par des innovations qui permettent dans le même temps de produire davantage de biens à même de satisfaire les besoins des populations tout en diminuant leur impact environnemental. »

Ce passage est problématique à de multiples niveaux. Tout d'abord, il suggère que le seul problème du changement climatique serait de menacer la croissance, alors que c'est la vie animale et végétale qui est aujourd'hui en danger, et que l'espèce humaine ne sera pas épargnée. Les scientifiques n'ont eu de cesse de le répéter, notamment dans les travaux du [GIEC](#). Ensuite, suggérant que ce risque pourrait ne pas advenir (« *en cas de réalisation de ce risque* »), il nie la réalité même des bouleversements climatiques que nous sommes déjà en train de connaître, sans compter les autres catastrophes écologiques en cours et le dépassement de certaines limites planétaires (sixième extinction de masse, etc.). Le seuil d'une hausse de 1,5 degré par rapport à l'ère pré-industrielle sera franchi avant 2040, et peut-être, selon l'Organisation météorologique mondiale, [dans les 5 ans à venir](#). Les experts du GIEC ont montré que l'augmentation en fréquence et en intensité des catastrophes climatiques (forts ouragans, inondations, canicules), la multiplication des périodes de sécheresse, ou encore la submersion de certains territoires, affecteront une très large part de la population, causant des famines, pandémies, et flux migratoires sans précédent, et sans doute des conflits armés.

Enfin, le programme actuel invite à penser que LA solution serait l'innovation. En cela, il se rattache à une approche réductrice de l'économie comme sphère d'expression de la rationalité et de la science, et il est doublement trompeur. D'une part, cette lecture techniciste suggère que les nouvelles technologies pourraient suffire à notre survie, sans s'accompagner d'une transformation radicale de nos modes de vie et de production. D'autre part, il fait l'impasse sur toutes les autres solutions qui existent. Dans le [dernier rapport mondial sur les inégalités](#), Lucas Chancel, Thomas Piketty et leurs collègues montrent par exemple l'impact que pourrait avoir une réforme des modes de fiscalité sur les émissions de gaz à effet de serre. En effet, dans la mesure où les plus riches sont également celles et ceux qui émettent le plus (110 t/an pour les 1 % les plus riches, 31 t/an pour les 10 % à l'échelle de la planète, contre 1,6 t/an pour les 50 % les moins riches), réduire les inégalités de revenu et de patrimoine par une fiscalité plus juste pourrait participer d'une diminution des émissions de CO<sub>2</sub>, à condition d'agir essentiellement sur les hauts revenus et patrimoines, et de repenser les normes

collectives de consommation et de production. Il serait aussi possible d'orienter les comportements avec une politique fiscale adaptée ou un salaire maximum légal comme il existe un salaire minimum légal. Les politiques environnementales sont de fait indissociables des luttes contre les inégalités économiques et sociales; nous savons depuis longtemps que la destruction du vivant va de pair avec ces dernières, elles se conditionnent mutuellement.

Rien n'est dit non plus dans le programme de SES sur la sobriété, définie par le GIEC comme "l'ensemble des politiques, mesures et pratiques quotidiennes qui évitent des demandes d'énergie, de matières premières, de terres et d'eau, tout en assurant le bien-être de tous dans les limites planétaires". En fonction des politiques mises en œuvre, les émissions de gaz à effet de serre pourraient être réduites de 40 à 70% à l'horizon 2050. Cette approche permet d'aller au-delà non seulement de la croyance aveugle dans la technologie salvatrice, mais aussi de l'appel à la "*transformation de nos modes de vie*", trop souvent centré sur la responsabilité et l'action individuelle. Or les enjeux climatiques et plus largement environnementaux sont des enjeux de transformation collective, de nos infrastructures, de nos institutions, etc.

Plus largement, la solution serait de sortir d'un modèle productiviste fondé uniquement sur la croissance. Certain·es crieront à l'idéologie : mais en quoi prôner le modèle d'économie de marché et la croissance à tout prix relèverait-il moins d'un parti pris<sup>[iv]</sup> ? Pourquoi continuer d'enseigner de façon univoque cette approche d'une [économie qui réchauffe la planète](#) sans en interroger les fondements ni les hypothèses, sans y porter un regard critique ? Loin de la prétendue neutralité dont se targuent les auteurs des programmes, certains points de l'enseignement actuel des SES apparaissent orientés, en adéquation avec la doxa libérale dominante et dans le rejet de tout regard alternatif.

Dans le contexte actuel, il est contraire à la raison d'affirmer, à l'encontre de nombreuses études scientifiques convergentes, ne pouvoir compter que sur de très hypothétiques innovations. L'éducation nationale ne devrait pas prendre part à ce mensonge, qui ne sert finalement que les intérêts des « [criminels climatiques](#) ». Elle devrait au contraire permettre aux élèves de questionner les fondements mêmes du système économique fondé sur la croissance productive dans lequel nous vivons, d'interroger les causes et les effets économiques et sociaux des crises environnementales, d'être armé·es intellectuellement pour penser les bouleversements qui les attendent.

---

<sup>[ii]</sup> Au contraire, les estimations actuelles du GIEC montrent que les stratégies d'atténuation susceptibles de limiter le réchauffement à 2 °C entraîneraient des pertes de PIB mondial comprises entre 1,3 % et 2,7 % en 2050 par rapport aux scénarios de référence. Dans les trajectoires limitant le réchauffement à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement limité, les pertes sont comprises entre 2,6 % et 4,2 %. Ces estimations ne tiennent pas compte des avantages économiques liés aux impacts évités du changement climatique (source : « Working group III contribution to the IPCC 6th assessment report (AR6) », IPCC, technical summary (2022))

<sup>[iii]</sup> Rappelons que la croissance économique est mesurée par le PIB qui est un indicateur du volume de production annuelle. A ce titre, la croissance économique est une croissance de la production.

<sup>[iiii]</sup> Cette formulation, directement extraite du texte de la fiche Eduscol, éditée par la direction générale de l'enseignement scolaire du Ministère de l'Éducation nationale, est erronée. Nous ne produisons pas l'énergie solaire, le soleil s'en charge très bien tout seul. En revanche, nous la captions et la convertissons, par exemple en électricité.

<sup>[iv]</sup> Comme le rappelle le dernier rapport du GIEC, "à l'échelle mondiale, le produit intérieur brut (PIB) par habitant et la croissance démographique sont restés les principaux moteurs des émissions de CO<sub>2</sub> provenant de la combustion d'énergies fossiles au cours de la dernière décennie".